

La voix de l'opposition de gauche

Le 4 novembre 2017

CAUSERIE

■ [Causerie au format pdf](#)

La peste blanche !

On a écrit hier que le blog Les-crisis était bien pourri. C'est la voix de la réaction blanche.

Il a publié ce samedi un article de Jacques Sapir intitulé *Quelles leçons d'Octobre ?* qui se terminait en donnant la parole au général Denikine qui selon Trotsky " *ne manquait pas de caractère, mais, pour le reste, c'était un général ordinaire de l'armée, qui avait peut-être lu cinq ou six livres*", ou encore "le chef d'état-major du Grand Quartier Général, le général Denikine, futur généralissime des Blancs dans la guerre civile, qui n'était guère supérieur, pour la largeur de vues, aux agents du contre-espionnage tsariste" une autorité en la matière pour Sapir, il faut bien qu'il mérite la confiance que lui accorde le Kremlin, était-ce si nécessaire ?

A l'entendre, la prise du pouvoir en octobre 1917 a été réalisée par "un petit groupe d'agitateurs", allez, des vauriens, des voyous, se désespérant qu'un siècle plus tard en Russie "bien peu sont ceux qui sont capables de l'admettre", mais peut-être ont-ils de bonnes raisons de ne pas croire les balivernes de ce faussaire.

Un petit mot très personnel, suivi d'une réflexion politique sur l'Espagne

Notre page d'accueil a de la gueule, on mène le combat sur tous les fronts, on ne recule pas, on ne concède rien à l'impérialisme, à l'opportunisme, à toutes les tentatives de manipuler les consciences, c'est notre façon de mettre en pratique nos principes, au lieu de les agiter comme des hochets en papier.

La désinformation étant devenue la règle, avant de s'exprimer sur un sujet, il est préférable d'y réfléchir à deux fois et même davantage. Lorsque j'apprends qu'une manifestation a eu lieu dans un pays contre le gouvernement ou pour une cause quelconque, si on ne me fournit pas les informations permettant de cerner précisément la nature des différents acteurs, je m'abstiens de prendre position et de publier un article, j'attends d'en savoir plus ou le prochain épisode. Cela évite de courir et de se disperser, de perdre un temps précieux, c'est ce que j'essaie de faire gagner aux lecteurs.

On essaie de se concentrer sur l'essentiel, tout en abordant des questions qui me viennent à l'esprit en étudiant la situation. Je ne veux pas être prisonnier de l'actualité, des états d'âme, mon combat politique s'inscrit dans la durée, à ma connaissance la révolution et le socialisme ce n'est pas pour demain la veille, donc c'est ce qu'on a de mieux à faire, miner, saper la confiance que les travailleurs ou les militants peuvent avoir dans le régime, les institutions pour qu'ils parviennent à se poser la question de leur légitimité, c'est saper un des piliers essentiels du régime sur une base saine qui ne demande qu'à se traduire en pratique, c'est donc aussi un facteur d'organisation politique.

Je n'ai pas besoin d'étaler à tout bout de champ les principes ou les idées du socialisme, je les mets en pratique quotidiennement. Si en France c'est difficile à vivre d'avoir atteint un certain

niveau de conscience politique et de constater que la plupart des travailleurs en sont encore si éloignés, en Inde, c'est mille fois plus difficile à supporter. Parce qu'on est passé d'un régime semi-féodal à un régime ultra libéral, et la transition qui a mis entre un siècle et un siècle et demi en France, a mis moins de deux décennies en Inde, car pendant les 4 décennies qui ont suivi l'indépendance, la plupart des Indiens ont continué de vivre et de travailler comme au siècle précédent, mais aussi de penser, le pays était resté sous-développé et le niveau de conscience des Indiens également, alors le décalage qu'il y a avec moi, la société dans laquelle j'ai vécu, est énorme.

J'ai pris le parti de tourner cela en dérision, parce que les Indiens ne sont pas plus responsables que moi de la société dans laquelle on nous impose de vivre. J'ai eu le temps de me préparer à ce qui m'attendait, pas eux, tout leur est tombé dessus d'un seul coup, donc c'est à moi de faire davantage d'efforts pour que nos relations soient supportables. Et vous savez comment je m'y prends ? Je déconne, je blague et je les fais marrer ou alors je suis attentionné, je leur témoigne des marques de respect qu'ils ne rencontrent nulle part ailleurs, c'est ma manière de faire passer un message.

Avant-hier je suis allé au marché de Pondichéry. J'ai acheté un kilo de tomates à une dame obèse à l'air renfrogné, elle ne m'avait pas trucidé la fois précédente, elle s'est souvenue de moi et m'a adressé un sourire que j'ai trouvé sincère. Du coup, lorsqu'un monsieur d'une trentaine d'années très soigné et relativement décontracté s'est présenté pour également lui acheter des tomates en lui en demandant le prix, je lui ai littéralement vendues, en lui disant qu'elles étaient au même prix dans tout le marché, et j'ai ajouté que le marchand d'en face venait juste d'essayer de placer des tomates pourries à deux clientes. Ma vendeuse s'est marrée et ce monsieur aussi, si bien qu'ils firent l'affaire.

Non, je ne suis pas quelqu'un de belliqueux, je suis pour la paix sociale entre nous, je réserve mes coups uniquement pour notre ennemi et ceux qui le supportent d'une manière ou d'une autre en notre nom. J'ai failli écrire que j'étais pour la paix des ménages, mais c'est vrai aussi, mais au sein de notre famille uniquement.

Avec les gosses, c'est pire, je me lâche et ils sont pliés de rire ou je les gronde et ils sont terrifiés... bon, pas plus de trois secondes ! Avec les femmes, c'est compliqué parce qu'elles ont généralement une mauvaise idée des hommes, à juste titre il faut dire, ils sont rustres et indécents, elles peuvent être à la fois naïves et hypocrites, du coup on ne sait pas sur quel pied danser, si elles prennent bien ou mal une plaisanterie quasi enfantine, au-delà elles ne comprendraient pas ou croiraient que je me moque d'elles, et malgré tout il m'arrive de devoir me confondre en excuses parce que j'ai du respect pour elles. Se prendre au sérieux sied mal à ceux qui n'ont pas les moyens de l'assumer, ils sont ridicules, c'est pour cela que je ne le suis pas dans mes causeries ; non mais sans déconner, il faut penser à tout, même à ce qu'on n'est pas, c'est préférable quand on doit parler d'autres choses que de soi ! La dialectique peut nous mener loin l'air de rien. Tenez, allons plus loin, quand on doit parler à quelqu'un d'autre qu'à soi, d'autres préfèrent l'entre soi, ils font parler les morts aussi, au moins ils sont sûrs de toujours avoir raison !

Je ne me suis pas levé sur le bon pied. Cela va passer. Il pleut depuis trois semaines, c'est long quand on n'y est plus habitué. Sans transition on passe de l'été à l'hiver.

L'espèce humaine n'aurait pas dû dépasser quelques centaines de millions. Plus la population mondiale est importante, plus le nombre de personnes susceptibles d'être manipulées serait important, et comme ceux qui possèdent les moyens de les manipuler n'étaient pas vraiment animés par de bonnes intentions à leur égard, il était à prévoir que la situation dégénérerait ou deviendrait très compliquée pour l'orienter dans une autre direction. La plupart des gens se demandent comment on a pu en arriver là, aussi doit-on leur fournir des explications, celle-ci en est une parmi d'autres qui peuvent être également valables.

Les militants les plus bornés croient que la seule explication serait politique, ils se trompent parce que si tout mène à la politique, tout n'est pas que politique, distinction qui leur échappe apparemment ou qu'ils feignent d'ignorer parce qu'ils n'ont pas acquis les connaissances pour s'exprimer sur d'autres terrains que la politique. Ils appartiennent à l'une des catégories de personnes les plus facilement manipulables, ils ne peuvent pas réfléchir à une question qui appartient à un autre domaine de connaissance parce qu'ils n'y ont jamais mis les pieds, ils ne l'ont jamais étudié, alors ils se fient à ce qu'on leur raconte, il suffit de quelques sophismes bien emballés dans des syllogismes et le tour est joué.

Ils sont littéralement obnubilés par le développement des forces productives qui a permis à l'homme de s'élever au-dessus de sa condition élémentaire de primate doté de certaines facultés, mais ils sont incapables d'en mesurer toutes les conséquences, dont le développement exponentiel et démesuré de la démographie mondiale, pire, ils ne veulent pas en entendre parler, pour eux toute approche d'une question doit forcément se situer sur le terrain politique, alors qu'en réalité il faudrait l'aborder sur le plan dialectique qui parcourt la totalité des expériences humaines ou de la nature. Les plus butés d'entre eux en proie à cette confusion, considèrent que c'est faire preuve d'éclectisme, alors qu'on s'emploie à considérer l'évolution et les rapports qu'entretiennent l'ensemble des facteurs qui ont participé au développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours.

Prenez la question espagnole, vous croyez qu'ils auraient pris la précaution ou le temps de réfléchir à la distinction qui existe entre le mot d'ordre de république et celui d'indépendance, à aucun moment. Ils ont décrété que le régime actuel en Espagne était franquiste, alors que le parlement (Cortes) avait été suspendu sous Franco et a été rétabli après sa mort en 1975. Pour eux, ce facteur n'a aucune incidence sur la conscience des masses ; quand un facteur les gêne, ils l'évacuent ou le traitent avec mépris en vous accusant de faire preuve de parlementarisme.

Croient-ils qu'en dénaturant ainsi les faits ou en les niant, ils vont faire avancer notre cause ? Ils la sapent en réalité et c'est très grave. Quand on dit que leur discours est inaudible pour la plupart des travailleurs, on est très en dessous de la réalité, car en fait ils sont incapables de saisir le fil qui les relie aux travailleurs. Nous ne sommes plus au XIXe siècle, nous ne vivons plus au début du XXe siècle, allez donc leur faire comprendre, c'est à désespérer.

Les revendications des indépendantistes sont strictement nationalistes et corporatistes, simple constat. Et en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans les masses, il est inutile d'espérer que le processus engagé en Catalogne puisse adopter une autre orientation politique. Si les travailleurs catalans et du reste de l'Espagne n'ont rien à en attendre, en revanche ce n'est pas le cas des capitalistes et leurs représentants qui profitent de cette occasion pour resserrer leurs rangs après trois mois de hausse consécutive du chômage.

Et Rajoy peut être satisfait de constater que tous les partis qui ont une implantation nationale en Espagne ainsi que l'ensemble des syndicats le soutiennent. Ce qui est une manière comme une autre de signifier aux travailleurs espagnols qu'il n'existe pas d'autres alternatives politiques que celle menée par le gouvernement ou qu'en la matière ils ne doivent se faire aucune illusion. Pour les diviser, affaiblir leur résistance, les démoraliser, il n'y a pas mieux.

Alimenter le nationalisme, rassembler la réaction autour de Rajoy, intimider les masses en recourant à la répression, les détourner des questions politiques essentielles afin de leur interdire de trouver la voie ou les moyens qui les conduirait à affronter directement le régime, voilà en substance à quoi devait servir cette aventure. Malheur à celui qui part au combat désarmé, il sera impitoyablement écrasé.

Effectivement, *"les masses catalanes ont été violemment touchées par la crise", du coup "les masses catalanes prolétariennes, ouvrières, jeunes se sont rassemblées autour du combat pour l'indépendance. A défaut d'autre possibilité, elles s'en sont saisies comme d'une perspective*

politique." Les passages entre parenthèses (ci-dessus et ci-dessous) sont extraits de *Combattre pour le socialisme* (n°66 - 22 octobre 2017)

Que lors de chaque combat politique les masses y partent avec des illusions, c'est un fait incontestable, mais ce n'est pas l'essentiel, tout dépend surtout de leur niveau de conscience au départ, et si les conditions existent pour qu'il progresse au cours de leur mobilisation ou du processus révolutionnaire pour pouvoir abattre les obstacles qui vont se dresser sur leur chemin, car si leur niveau de conscience est trop bas pour qu'elles se saisissent de ces conditions, elles seront vaincues inévitablement, pire encore, elles ne seront même pas en mesure d'en tirer des enseignements pour la suite de leur combat, bref cela se soldera par une grande désillusion, voire pire si cela se terminait dans un bain de sang, pour rien. C'est la raison pour laquelle il faut y réfléchir à deux fois avant de les encourager à participer à un combat politique. A ne pas confondre avec une bataille politique juste mais perdue d'avance, comme ce fut le cas par exemple lors de la Commune, et dont les enseignements furent mis en pratique par le parti bolchevik lors de la révolution russe.

J'ai relevé les passages suivants qui illustrent ou confirment mon analyse :

- "Depuis 1978, la bourgeoisie catalane et des couches de la petite bourgeoisie n'ont cessé de tenter d'obtenir un statut d'autonomie plus large, en particulier en matière économique en référence notamment à celui obtenu partiellement par les cercles dirigeants de la bourgeoisie basque. Ces composantes s'estiment en effet spoliées (En effet, c'est une manière de donner raison à la bourgeoisie catalane, bravo ! - LVOG) par l'État espagnol, en particulier en matière fiscale. En effet, la Catalogne est la région la plus riche d'Espagne : « Certains économistes estiment que la Catalogne, qui représente 15% de la population et 20% de l'activité économique de l'Espagne, paye chaque année 12 milliards d'euros d'impôts de plus que ce qu'elle reçoit de l'État central en services publics, bien que le chiffre - que de nombreux Catalans évaluent quant à eux à 16 milliards d'euros - soit difficile à calculer. » C'est l'état espagnol qui prélève l'impôt sur les sociétés et qui redistribue à son gré. Ainsi, la principale revendication de la communauté autonome de Catalogne (c'est-à-dire de la bourgeoisie catalane et de la petite bourgeoisie) est de disposer de l'autorité fiscale pour son gouvernement. Pour la bourgeoisie catalane, la revendication indépendantiste se résume à refuser de payer pour les « feignants » d'Andalousie ou d'Estrémadure (des régions les plus pauvres d'Espagne)."

- "Les hautes sphères de la bourgeoisie catalane sont contre l'indépendance. (En réalité, elles sont divisées. - LVOG) Elles la combattent. Autant elles cherchent à négocier plus d'autonomie, donc plus de libertés au plan économique, autant elles savent par instinct que seul l'État espagnol, héritier de l'État franquiste, est capable de maintenir le prolétariat catalan sous le joug de l'exploitation et de l'oppression." A l'heure où la concentration du capital entre quelques mains n'a jamais atteint une telle ampleur, une telle nécessité aussi, où ceux qui détiennent le pouvoir économique détiennent également sans partage ou plutôt sans concession aucune le pouvoir politique, tous les pouvoirs, éparpiller ou morceler ce pouvoir au travers une multitude d'Etats nouveaux présenteraient plus d'inconvénients que d'avantages, avec le risque de perdre le contrôle de l'un d'entre eux, après tout le mal qu'ils se sont donnés pour parvenir à la situation actuelle sous la direction de Bruxelles, le jeu n'en vaut pas la chandelle.

- "Depuis le début de la crise en Catalogne, le PSOE a apporté un soutien sans faille à Rajoy." (Quoi de plus normal. - LVOG)

"La responsabilité des dirigeants du PSOE est entière. De fait, le PSOE soutient le gouvernement minoritaire Parti populaire-Ciudadanos aux Cortès : ce gouvernement ne tient que par l'abstention du PSOE." (Quoi de plus normal. - LVOG)

"La responsabilité des dirigeants du PSOE, c'est de rompre tout soutien au gouvernement Rajoy. Le premier acte de rupture qu'il faut imposer au PSOE, c'est de voter au sénat contre la mise en application de l'article 155."

"Le droit à l'indépendance de la Catalogne ne peut être effectif que par le combat de tout le prolétariat d'Espagne se dressant contre la monarchie, pour le droit à l'autodétermination des peuples d'Espagne. La perspective qui doit être ouverte c'est celle du front unique des organisations ouvrières pour chasser le gouvernement Rajoy."

La lecture de ces passages m'a inspiré la réflexion suivante :

Introduire le PS, PSOE, PASOK, etc. dans le front unique, de par leur nature sociale réelle et non de par l'idée erronée que certaines couches de la classe ouvrière ou des classes moyennes peuvent s'en faire, c'est réaliser en fait un Front populaire. Ces partis n'intègrent pas le front unique comme partis de la classe ouvrière, mais de la réaction. Et le Front populaire n'est finalement rien d'autre que la réaction au pouvoir, comme dans les années 30 où la bourgeoisie espagnole n'avait pas besoin d'être représentée direction au gouvernement, les républicains, social-démocrates dégénérés et les stalinien assumant très bien ce rôle (Trotsky), d'ailleurs à quel moment l'aurait-elle perdu le pouvoir sous ce type de gouvernement, jamais, ni en Espagne, ni en France, ni au Chili, nulle part.

Vous vous imaginez demain vous adresser à Hollande, Valls, etc. pour qu'ils rompent leur soutien à Macron, mais quel délire !

On nous dit également que *"les tribunaux d'exception hérités du franquisme ont été mis en action"*.(id)

En réalité, ces tribunaux sont l'équivalent en France de la cour d'assises et de la Cour de cassation qui contrôle les juridictions judiciaires, et du Conseil d'État, qui contrôle les juridictions administratives. Si en Espagne, ils ont un relent de franquisme, en France de l'Empire, les deux de l'Ancien Régime. Et pour les puristes, un relent d'esclavagisme puisque le peuple ne détient finalement aucun pouvoir.

- Catalogne : pourquoi les poursuites sont gérées par deux tribunaux différents - lefigaro.fr

Deux juridictions différentes - l'Audience nationale espagnole et le Tribunal suprême espagnol - sont impliquées dans deux procédures distinctes visant, d'un côté, les membres du gouvernement catalan destitué de Carles Puigdemont et, de l'autre, des membres du Bureau du Parlement catalan dissout. Plusieurs points méritent d'être éclairés pour bien comprendre ces procédures et surtout, pourquoi elles sont traitées par ces deux juridictions différentes:

Qu'est-ce que l'Audience nationale espagnole?

«C'est une cour spécialisée en matière pénale, l'équivalent d'une cour d'assises en France mais qui couvre tout le territoire national», précise au Figaro Antonio Marzal Yetano, maître de conférences et directeur de la double-maîtrise en droit français et espagnol à Paris-1.

L'Audience nationale a été créée en 1977, dans la lignée du Tribunal d'ordre public qui existait sous Franco. L'une des raisons de sa création, rappelait en 2014 le média espagnol ABC, était le contexte terroriste engendré par l'organisation séparatiste basque ETA.

Qu'est-ce que le Tribunal suprême espagnol?

Également appelé parfois Cour suprême espagnole, il constitue la plus haute juridiction du pays. C'est l'équivalent, en France, de la Cour de cassation, qui contrôle les juridictions judiciaires, et du Conseil d'État, qui contrôle les juridictions administratives. En effet, en droit espagnol, il n'y a pas de distinction entre ces deux branches, précise Pierre Bon, professeur émérite de Droit public à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, spécialiste de l'Espagne.

Les décisions de l'Audience nationale sont susceptibles d'être contrôlées par le Tribunal suprême, qui bénéficie d'un prestige institutionnel plus grand.

Qu'en est-il du Tribunal constitutionnel?

Cette juridiction ne doit pas être confondue avec le Tribunal suprême. Le Tribunal constitutionnel, ou Cour constitutionnelle, peut être comparé à notre Conseil constitutionnel français, même s'il occupe une place plus importante dans le droit espagnol. Parmi ses compétences, «il peut suspendre ou annuler les actes des assemblées parlementaires qui violent la Constitution», rappelle Pierre Bon. lefigaro.fr 03.11

Faites tomber le masque. Le fait du prince ou la servilité de LR et PS mise à rude épreuve. Parlement godillot.

- Le futur cumul de Castaner passe mal - Libération.fr

Les petits arrangements d'Emmanuel Macron commencent à faire des vagues. En cause : la désignation à la tête de LREM de Christophe Castaner, membre du gouvernement, et qui a obtenu de le rester. Comme décidé par le Président, l'actuel secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement et porte-parole de l'exécutif est, à l'issue de la clôture officielle des candidatures, le seul prétendant au poste de délégué général du mouvement macronien. Le vote à main levée lors du congrès du parti, réuni pour la première fois le 18 novembre, devrait donc tourner au plébiscite.

Heureux dans ses actuelles fonctions, l'ancien maire PS de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) n'a pourtant guère caché son peu d'appétence pour piloter un parti, considéré par Macron lui-même comme la dernière roue du carrosse. Pour emporter son consentement, le Président lui a donc promis l'incongru : s'il doit renoncer au porte-parolat - de facto incompatible avec son nouveau statut de chef de parti -, Christophe Castaner conservera son secrétariat d'Etat. «Macron en a décidé ainsi, et ça ne pose pas de problème», affirme le sénateur LREM François Patriat. «C'est pour le moins choquant, se récrie le patron des députés LR, Christian Jacob, à Libération. Le ministre des Relations avec le Parlement est chargé de faire le lien avec la majorité parlementaire et d'être à l'écoute des composantes de l'opposition. Que ce rôle revienne à un chef de parti est assez invraisemblable.»

«C'est une distribution des rôles impossible, note Olivier Faure, le patron PS du groupe Nouvelle gauche. Le ministre des Relations avec le Parlement est censé être au-dessus des contingences partisans pour faciliter les travaux parlementaires...» liberation.fr 4 novembre 2017

Dictature. La terreur. Punition collective, pour l'exemple

En Israël, le législateur ordonne la destruction des maisons des Palestiniens déclarés coupables de crimes, donc appliquant un injuste et violent châtiment à toute leur famille. Et en France, le législateur ne disposant pas de preuves pour prouver la complicité de membres de la famille de citoyens ayant commis des crimes, les jugera malgré tout coupable et leur infligera une lourde peine de prison. Mieux encore, comme il juge que cette peine n'est pas suffisante, il fait appel. En Israël comme en France, à défaut de pouvoir juger Mohamed Merah et Ahmed Hanachi, et pour cause ils les ont achevés, ils se vengent sur leurs frères.

Loin de nous l'idée de prendre la défense de messieurs Abdelkader Merah et Ahmed Hanachi, il s'agit juste de montrer de quoi leur justice est capable, en démocratie cela va de soi ! Justice il faut préciser appliquer par ceux qui ont favorisé la propagation de l'idéologie criminelle salafisme ou du wahhabisme, qui s'est rendue complice des massacres commis par ceux qui l'avaient adoptés en Syrie, en Irak, en Libye, etc. Ils osent tout, quoi.

- Procès Merah : le parquet fait appel du verdict - Liberation.fr

Le réquisitoire de l'avocate générale, Naïma Rudloff, n'a pas été suivi par la cour d'assises spécialement composée, qui a acquitté Abdelkader Merah de la complicité des assassinats commis par son cadet Mohammed en mars 2012. Lundi, au terme d'une démonstration de plus de trois heures, la parquetière avait pourtant requis la perpétuité assortie d'une période de sûreté des deux tiers. L'aîné des deux frères Merah a, en revanche, été condamné à vingt ans de prison pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle». Ainsi, le verdict est apparu à beaucoup comme équilibré, en ceci qu'il actait l'absence de preuves irréfutables du dossier, mais qu'il replaçait Abdelkader Merah dans une nébuleuse salafiste ayant contribué à l'idéologie guerrière de Mohammed.

Fettah Malki, condamné pour la même infraction, a écopé de quatorze ans de prison, une peine relativement sévère. Délinquant notoire mais nullement radicalisé, il a confié à Mohammed Merah le pistolet-mitrailleur Uzi utilisé le jour de la tuerie perpétrée à l'école juive Ozar-Hatorah. Liberation.fr

- Mise en examen d'un frère du tueur de la gare Saint-Charles - Reuters

Un frère d'Ahmed Hanachi, l'assassin de deux jeunes femmes à la gare Saint-Charles de Marseille le 1er octobre, a été mis en examen vendredi à Paris, au lendemain de sa remise à la France par les autorités italiennes, a-t-on appris de source judiciaire. Reuters

Ils osent tout

- Syrie: Macron appelle Poutine à agir pour protéger les civils - Reuters

- Les Californiens, moteurs de la lutte anti-Trump aux Etats-Unis - AFP

La Californie, bastion démocrate et progressiste, mène le mouvement d'opposition à Donald Trump aux Etats-Unis, avec des militants fraîchement convertis à la politique, comme Talia, et animés par un sentiment d'urgence. AFP

- Catalogne : Carles Puigdemont d'accord pour se livrer "à la vraie justice" de Belgique, "pas à la justice espagnole" - Franceinfo

- Syrie/attaque chimique: pressions sur Moscou de Londres, Washington et Paris - AFP

- L'armée israélienne prête à protéger un village druze en Syrie - Reuters

- Tunnel de Gaza : 12 morts dans le bombardement israélien - LeFigaro.fr

- Les Etats-Unis frappent Daech en Somalie, plusieurs morts - LeParisien.fr

- Afghanistan : la procureure de la Cour pénale internationale va demander l'ouverture d'une enquête pour "crimes de guerre" - Franceinfo

Selon un examen préliminaire, l'armée américaine et la CIA pourraient avoir commis des crimes de guerre en Afghanistan en torturant des détenus, particulièrement en 2003 et 2004. Franceinfo

Au conditionnel... Quelle farce sordide !

- La présentatrice égyptienne Doaa Salah a été accusée de faire la propagande des mères célibataires lors de son émission With Dody. - Liberation.fr

Poursuivie en justice par un avocat, elle a été condamnée à 3 ans de prisons et doit régler une amende 10 000 livres égyptiennes (487 euros). Liberation.fr

- Files d'attentes pour la sortie mondiale du coûteux iPhone X - AFP

Les fidèles d'Apple n'ont pas hésité à patienter plusieurs heures vendredi à travers le monde pour acheter le coûteux iPhone X du géant californien, qui a déjà promis le succès commercial de ce smartphone anniversaire.

999 dollars aux Etats-Unis. Dans un Apple Store parisien ou à Athènes la version la plus chère coûte 1.300 euros (trois fois le salaire minimum grec).

Apple pèse désormais environ 890 milliards de dollars en Bourse, toujours première capitalisation du monde. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Hillary Clinton de nouveau accusée d'avoir «triché» aux primaires démocrates - lefigaro.fr

Dans un livre à paraître la semaine prochaine, Donna Brazile, ex-présidente par intérim du comité démocrate national (DNC), raconte que le parti démocrate américain était sous la coupe de l'ex-rivale de Donald Trump avant même qu'elle ne remporte l'investiture présidentielle en 2016. Politico a publié vendredi les bonnes feuilles de cet ouvrage, à paraître la semaine prochaine aux États-Unis.

Tout remonte au mois d'août 2015. Les démocrates signent un accord avec l'équipe de campagne de l'ex-secrétaire d'État. En apparence, le deal est simple: le camp Clinton doit aider à renflouer les caisses du parti, endetté de plusieurs millions de dollars. Si ce volet-là est connu du grand public, ce livre révèle que cet accord comportait une contrepartie jusqu'ici ignorée. En échange de ce soutien financier, l'équipe Clinton aurait bénéficié de tout un tas de pouvoirs au sein du parti, dont un droit de veto sur le poste de directeur de la communication. «En échange de lever de l'argent et d'investissements dans le comité démocrate national (DNC), Hillary contrôlait les finances et la stratégie du parti, et tout l'argent levé. Le DNC était également obligé de consulter l'équipe de campagne sur le reste du personnel, le budget, les données, le travail d'analyse et les mailings», écrit l'auteure.

Donna Brazile dit n'avoir compris cet arrangement secret qu'en juillet 2016, quelques jours après avoir remplacé au pied levé la patronne démissionnaire du DNC, Debbie Wasserman Schultz. Une fois à la tête du comité, elle raconte qu'elle ne pouvait écrire un communiqué sans le feu vert de

«Brooklyn», le QG de campagne Clinton. L'accord «n'était pas illégal, mais il n'avait certainement pas l'air éthique», précise-t-elle.

Donald Trump, lui aussi, dénonce régulièrement les magouilles d'Hillary Clinton, qu'il qualifie de «crapule» (crooked Hillary). Vendredi, juste avant de monter dans son hélicoptère pour une tournée en Asie, le président américain s'est fendu de plusieurs tweets, appelant le FBI à ouvrir une enquête sur ce qu'il considère être «le vrai scandale du moment». «Elle a acheté le DNC et volé l'élection à Bernie. C'est ça qu'il faut regarder», a-t-il déclaré. Puis, depuis l'avion présidentiel, il a publié deux autres tweets: «Les supporters de Bernie Sanders ont tous les droits d'être furieux» ; «J'ai toujours senti que j'aurais affronté et battu Bernie Sanders et non H la crapule, sans tricherie, j'avais raison.»

Quant aux démocrates, ils n'ont pas cherché à contester le «trucage» des primaires. La sénatrice Elizabeth Warren, en bons termes avec les deux camps, n'a pu que répondre «oui» à ce sujet, sur CNN. Hillary Clinton, elle, n'a pas commenté ces accusations. lefigaro.fr